

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne sais pas par où commencer.

Une voix: C'est typique!

Une voix: Voilà pourquoi votre cote de popularité a baissé à 24 p. 100.

Une voix: Savez-vous quand vous arrêter?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous ferons paraître un Livre blanc sur la réforme fiscale. Ce document de travail sera disponible avant la fin du printemps et il abordera toutes les questions.

Une voix: Il devient de plus en plus gris.

Une voix: Le printemps va se faire attendre.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

KURT WALDHEIM—L'ADMISSIBILITÉ AU CANADA

M. Bill Attewell (Don Valley-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Hier, les États-Unis ont annoncé que Kurt Waldheim, président de l'Autriche, figurait sur leur liste noire, qu'il était dorénavant indésirable dans ce pays en raison des allégations soulevées contre lui à propos de crimes de guerre, et qu'il n'y serait donc pas admis avant que l'affaire ne soit tranchée de façon satisfaisante.

Voici ma question: le Canada prendra-t-il la même position si M. Waldheim veut effectuer une visite ici?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, aucune visite de M. Waldheim n'est prévue au Canada, et celui-ci n'a pas manifesté l'intention de venir chez nous.

En réponse à une question semblable que le député lui a posée aujourd'hui, le premier ministre a été très clair: M. Waldheim ne serait pas le bienvenu au Canada.

* * *

[Français]

LA RÉFORME FISCALE

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LA PROPOSITION QUE LE MINISTRE A L'INTENTION DE DÉPOSER

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et porte également sur la réforme fiscale. Le ministre vient tout juste de déclarer à la Chambre son intention de déposer une proposition avant la fin du printemps, qui est le 21 ou le 22 juin. Pourrais-je lui demander si la proposition qu'il a l'intention de déposer prendra la forme d'un Livre blanc qui traduira

la position du gouvernement, parce que je l'ai entendu dire tout à l'heure que ce serait un document de discussions que l'on appelle habituellement un document vert.

[Traduction]

Je pose la question parce qu'il y a une énorme différence entre un Livre blanc et un Livre vert. Selon un journal d'aujourd'hui, le président du comité des finances des Communes, le député de Mississauga-Sud, aurait dit que ce ne sera pas un Livre blanc mais un Livre vert.

Le président du comité des finances parlait-il alors au nom du ministre des Finances?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le ministre des Finances n'a jamais pu imposer ses volontés au président du comité des finances.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): En réponse à la question précédente, j'ai dit que cela se trouverait dans le Livre blanc.

[Français]

ON DEMANDE QUAND LE MINISTRE ANNONCERA LES NOUVELLES RÈGLES FISCALES

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Je remercie le ministre de clarifier cette question, mais il sait autant que moi et probablement encore davantage que, dans l'opinion publique et particulièrement dans le milieu des affaires, on a hâte de connaître un peu quelles seront les règles fiscales. Est-ce que le ministre pourrait dire à cette Chambre, et au milieu des affaires en particulier, s'il a l'intention de déposer un budget à l'automne ou d'attendre, pour donner suite à son Livre blanc, le discours sur le budget seulement en 1988?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, quand le Livre blanc sera déposé, plus tard ce printemps, toute l'information sera révélée au député et aux Canadiens que la question intéresse.

* * *

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT CANADIEN

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le 15 avril dernier, le ministre a déclaré que le gouvernement ne prendrait pas de mesure supplémentaire contre l'Afrique du Sud avant les prochaines élections. Entre-temps, le gouvernement de l'Afrique du Sud a prétexté ces mêmes élections pour resserrer l'étau de l'oppression et de la violence, et plus récemment pour lancer une attaque contre la Zambie.